

Les ténors descendent dans l'arène

De grands noms s'engagent pour les entités fédérées : Magnette, Demotte, Marcourt, Milquet, Prévot... Après quelques années passées dans l'ombre, le gouvernement de la Communauté française va aussi exister.

Les noms des futurs ministres sont désormais connus : le PS va proposer Paul Magnette comme ministre-président du gouvernement wallon et Rudy Demotte comme ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Jean-Claude Marcourt comme vice-président, ministre de l'Economie, Paul Furlan comme ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie, Eliane Tillieux en tant que ministre de l'Emploi et de la Formation et Christophe Lacroix comme ministre du Budget et de la Fonction publique.

Au CDH, Joëlle Milquet quitte

l'exécutif fédéral pour devenir vice-présidente du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et reprendre les compétences de l'enseignement obligatoire, des bâtiments scolaires, de la petite enfance et de la culture. Melchior Wathelet la remplacera au poste de vice-Premier ministre et de ministre de l'Intérieur. Maxime Prévot sera quant à lui vice-président du gouvernement wallon, en charge des travaux publics, de la sécurité routière, de l'action sociale,

Le Luxembourgeois René Collin sera ministre de l'Agriculture et du Tourisme en Wallonie et des Sports à la Fédération Wallo-

nie-Bruxelles.

Carlo Di Antonio exercera les compétences de l'environnement.

Céline Fremault sera en charge des politiques familiales, des allocations familiales, au sein de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française à Bruxelles, ainsi que de l'aide aux personnes, de la lutte contre la pauvreté et de la politique des personnes handicapées.

Vice-président du gouvernement wallon depuis 2004, André Antoine occupera désormais le perchoir du parlement wallon. ■

Des ténors PS et CDH pour les entités fédérées

Lutgen a fini par convaincre Prévot de devenir ministre

Samedi à Louvain-la-Neuve, Maxime Prévot est arrivé en retard. Son tour de parole était arrivé quand il a déboulé dans l'auditoire, sous les applaudissements des militants. Sans souffle et en nage (la salle était une cocotte-minute), le bourgmestre de Namur a brossé à grands traits la déclaration de politique régionale pour la Wallonie.

Juste avant, Benoît Lutgen s'était précipité à son secours : un mouchoir pour s'éponger et une bouteille d'eau pour se rafraîchir...

A sa sortie de scène, le président du CDH a fait rire tout le monde : « *Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire ?* » Sous-entendu : pour convaincre le gaillard d'accepter un poste ministériel et de prendre un peu de recul avec

Namur... C'est en tout cas ce que les militants ont compris, ce jour-là.

Plus peut-être que l'arrivée de Paul Magnette à l'Elysette, qui était une affaire entendue, celle de Maxime

Prévot au gouvernement wallon est l'information du jour. Benoît Lutgen a fini par convaincre son

ami.

Trois conditions devaient être remplies. Prévot ne pouvait être que chef de file du CDH au sein de l'exécutif wallon, il le sera. Il fallait lui attribuer des compétences à la mesure du geste qu'il pose, elles le sont : travaux publics, sécurité routière, santé, action sociale, allocations familiales, égalité des chances, zones d'activités économiques et patrimoine. Au passage, cherchez la cohérence...

Enfin, il fallait donner l'impression aux Namurois que leur bourgmestre ne les abandonnait pas : le maieur va déléguer ses

compétences à un échevin, siéger comme expert au collège et continuer à présider le conseil communal. « *Je reste donc à l'impulsion et à la maîtrise du projet que j'ai présenté aux Namurois* », a-t-il déjà commenté.

Le ministre de l'Economie s'impose comme le véritable patron du plan Marshall 2022

Au CDH, notons encore la confirmation de Carlo Di Antonio qui hérite lui aussi d'un portefeuille très hétéroclite. Pour représenter son Luxembourg à ce niveau, Benoît Lutgen a choisi René Collin : ce n'est pas tous les jours qu'un député provincial devient ministre sans passer par la case « parlement ». André

Antoine tient son bâton de maréchal : la présidence de l'assemblée.

Les socialistes occuperont cinq sièges autour de la table gouvernementale de l'Elysette. Paul Magnette est donc ministre-président sans compétences fonctionnelles. A ses côtés comme « Vice-Premier », on retrouve le très attendu Jean-Claude Marcourt. Un poste de numéro deux qui lui va comme un gant en réalité : si l'on ajoute ses compétences en Fédération Wallonie-Bruxelles (enseignement supérieur et recherche), le ministre de l'Economie s'impose comme le véritable patron du plan Marshall 2022. Il joue gros et la Wallonie avec lui.

Demotte recasé à Bruxelles, aucun ministre socialiste ne fait défaut dans le casting 2014. Paul Furlan et Eliane Tillieux ont brillé lors des élections, ils sont confirmés avec des portefeuilles sensiblement plus cos-

tauds qu'au sein du gouvernement précédent. Clairement, ils ont donné satisfaction à leurs instances.

La seule véritable surprise se nomme en définitive Christophe Lacroix. Le citoyen de Wanze est un inconnu au niveau de la Région. Sa carrière de député, il l'a menée au fédéral mais le 25 mai dernier, il avait manqué sa réélection. Un incident de parcours puisque le voilà ministre wallon, ce qui est mieux qu'un lot de consolation.

Que dire de ce gouvernement ? Des premiers de cordée de haut niveau : Magnette, Prévot, Marcourt. Des ministres sortants, immédiatement mobilisables : Furlan, Tillieux, Di Antonio... En route pour cinq ans ! ■

ERIC DEFFET

Un vrai (et gros) gouvernement pour la Communauté

C'est un sérieux changement de cap. Après quelques années passées à l'ombre, le gouvernement de la Communauté française va se remettre à... exister.

Autrefois, cet exécutif comptait quatre ministres « full time ». Il avait donc une existence propre, et, partant, une certaine visibilité.

Sous l'ancienne législature, il s'est (quasi intégralement) dissout dans les deux gouvernements régionaux (Wallonie et Bruxelles). Rudy Demotte était ainsi le ministre-président wallon ET le ministre-président de la Communauté. Nombre de ministres régionaux étaient aussi ministres de la Communauté (André Antoine, Jean-Marc Nollet, Jean-Claude Marcourt, Evelyne Huytebroeck, etc.). Le gouvernement de la Communauté

française ne comptait ainsi que deux ministres 100 % Communauté - Fadila Laanan (Culture) et Marie-Martine Schyns (Education).

Bref : ce gouvernement n'existait plus guère et l'image de la

Communauté s'est passablement brouillée.

On change de cap, donc.

Et radicalement.

Le gouvernement forgé lundi par le PS et le CDH comptera donc... 7 ministres (et deux d'entre eux, seulement, porteront la double casquette Région/Communauté - il s'agit de Marcourt et Collin).

Clairement, le fait est à relier au fait que le PS et le CDH risquent, sans doute, de filer dans l'opposition au fédéral.

Certes, la 6^e réforme de l'Etat a gonflé la besace des pouvoirs fédérés - il y a davantage de matières à gérer. Cela n'explique pas tout à fait l'inflation soudaine du gouvernement de la Communauté, marqué par quelque repêchage - c'est assez clairement le cas d'André Flahaut, ancien ministre et ancien président de la Chambre.

Le résultat est là : avec trois partis (PS, CDH, Ecolo), les gouvernements Région/Communauté comptaient sous l'ancienne législature 11 ministres ; ici, avec deux partis (PS, CDH), ces mêmes gouvernements compteront 15 ministres (8 en Wallonie, 7 en Communauté), ces quinze

postes ministériels étant assurés par 13 personnes, Jean-Claude Marcourt et René Collin étant membres des deux exécutifs.

Sur papier, la taille de l'exécutif francophone justifie sans doute une ministre-présidence à part entière. Dans les faits, Rudy Demotte va sans doute beaucoup s'ennuyer. Et l'on reste frappé par le déséquilibre entre les charges ministérielles. C'est flagrant quand on pèse les compétences de Joëlle Milquet. Les portefeuilles qui lui sont remis (Education, Bâtiments scolaires, Petite enfance et Culture), mobiliseraient, sous l'ancienne législature, pas moins de... trois ministres (Schyns, Nollet et Laanan).

A elle seule, Milquet gèrera environ 92 % du budget de la Communauté française. Et elle couronne le tout en décrochant le titre de vice-Première du gouvernement. Le lot de consolation est à la hauteur de la déception que doivent ressentir Demotte, (il espérait un portefeuille) et Marie-Martine Schyns - ministre de l'Education depuis l'été 2013, elle se voyait rempiler et les pronostics allaient généralement en ce sens. Barrée au fédéral (sauf sur-

prise), Milquet déboûle à l'étage des pouvoirs fédérés. Mais si elle empoche un portefeuille dont elle rêvait depuis longtemps, elle y accède au prix d'un « pousse-toi de là que je m'y mette » qui fait

mesurer le poids qui est encore le sien au parti.

Revers de la médaille : le cadre budgétaire est étroit et, cette fois, l'enseignement aura du mal à passer entre les gouttes.

Pour gérer l'austérité, il faudra des épaules. C'est possiblement pour cela aussi, au fond, que Benoît Lutgen aura plutôt misé sur Milquet que sur la jeune Schyns. ■

PIERRE BOUILLON



PS

Paul Magnette

Ministre-président

Comme Guy Spitaels et Elio Di Rupo avant lui, Paul Magnette vient donc de s'autoproclamer ministre-président de la Wallonie (sans doute cette fois avec l'aval du Premier ministre et toujours président en titre du PS). Il faut s'en réjouir pour la Wallonie : qu'une personnalité de cette envergure, jeune et expérimentée à la fois, forte et pourtant consensuelle, moderne enfin dans son approche des dossiers, que cette personnalité-là, donc, s'engage en faveur de sa région est un signe encourageant.

E.D.

CDH

Maxime Prevot

Vice-président, Travaux publics, Sécurité routière, Santé, Action sociale, Allocations familiales, Egalité des chances, Zones d'activités économiques, Patrimoine

N'en jetez plus ! Pour une première expérience ministérielle, le jeune bourgmestre de Namur hérite d'un portefeuille poids lourds et de compétences hétéroclites. Gare à l'indigestion et au surmenage ! Son premier devoir : s'entourer de spécialistes de haut vol dans son cabinet géant.

E.D.

PS

Jean-Claude Marcourt

Vice-président, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique

Le Liégeois ne sera donc pas ministre-président. Oserait-on dire qu'avec ce ministère qui embrasse l'essentiel des compétences économiques et technologiques, auxquelles il convient d'ajouter l'enseignement supérieur et la recherche en Fédération, c'est tout comme : Marcourt est plus que jamais l'homme qui détient les manettes du redressement économique de la Wallonie, dont le plan Marshall.

E.D.

PS

Paul Furlan

Pouvoirs locaux, Ville, Logement et Energie

Notre rédaction l'avait placé en tête du hit-parade des ministres wallons. Pour son deuxième mandat ministériel, Paul Furlan conserve les pouvoirs locaux et la Ville, dont il est devenu un spécialiste reconnu. Mais il récupère au passage deux compétences très importantes détenues sous l'Olivier par l'Ecolo Jean-Marc Nollet, avec des succès divers : le logement et surtout l'énergie, forcément polémique. Le Thudinien entre dans une autre dimension. Mérité.

E.D.

PS

Eliane Tillieux

Emploi et Formation

On pensait bien que la Namuroise, forte de son bon résultat électoral, garderait son siège au gouvernement wallon. Mais on la voyait plutôt poursuivre du côté de la santé et des affaires sociales, compétences dopées par la réforme de l'Etat. En définitive, Eliane Tillieux obtient une belle promotion : l'emploi dans une Région où le chômage continue à briser les individus et les familles et la formation qui doit devenir la porte d'accès indispensable vers un job de qualité. Un sacré défi.

E.D.

CDH

René Collin

Agriculture, Nature, Ruralité, Tourisme, Infrastructures sportives

Le Luxembourgeois de service, alors que le nom de Dimitri Fourny était régulièrement cité. René Collin va passer d'un coup du conseil provincial au parlement wallon. Il maîtrise les matières « rurales » qui lui ont été confiées. C'était déjà sa spécialité lorsqu'il travaillait au cabinet du ministre... Guy Lutgen, le père de Benoît,

alors en charge de l'agriculture régionale. Très bon animateur de congrès CDH au demeurant...

CDH

Carlo Di Antonio

Environnement, Bien-être animal, Aménagement du territoire, Aéroports, Mobilité

Un demi-mandat ministériel, dans les pas de Benoît Lutgen parti à la présidence, lui aura donc suffi pour démontrer qu'il a l'étoffe d'un mi-

nistre. Mais attention : cette fois, le cahier des charges se corse avec des matières aussi sensibles que l'aménagement du territoire, l'environnement et la mobilité, notamment. Sacré morceau, à vrai dire ! L'occasion de s'émanciper d'une forme de timidité naturelle.

E.D.

PS

Christophe Lacroix
Budget, Fonction publique et Simplification administrative

E.D.

C'est l'une des surprises du gouvernement wallon... Député fédéral d'octobre 2012 à mai 2014, le premier échevin de Wanze s'était fait remarquer (notamment au sein du PS), intervenant notamment sur le dossier de la monarchie (dotations...). Le 25 mai, il n'avait pas été réélu et avait été désigné sénateur coopté. Il hérite aujourd'hui, à 47 ans, d'un bien meilleur lot de consolation, en intégrant le gouvernement wallon.

V.L.A.

PS**Rudy Demotte****Ministre-président de la Communauté française**

Il a du cuir : tant mieux. Parce que si les castings ministériels font souvent des malheureux, la claque est très sévère, pour Demotte, que l'on sait en froid avec Elio Di Rupo (ceci expliquant évidemment cela). La claque est sévère et multiple. Un : Demotte se fait jeter de Namur (il fallait bien caser magnette). Deux : on l'envoie piloter une institution qui, plus que tout autre, va souffrir - l'austérité guette l'école et les syndicats ont déjà les nerfs à vif. Trois : on pensait que Demotte obtiendrait, outre, la présidence de l'exécutif, un « gros portefeuille » pour lui faire passer la pilule (certains citaient l'Enseignement). Il n'a rien. Il va donc à la fois souffrir... et s'ennuyer.

P.BN

CDH**Joëlle Milquet****Vice-présidente du gouvernement, Enseignement obligatoire, Bâtiments scolaires, Petite enfance et Culture**

Il faut le dire : même si le casting PS-CDH relève un tantinet (?) du repêchage (pour cause de kamikaze au fédéral...), la Bruxelloise rêve depuis longtemps de l'école. Bingo, donc. Elle rafle la mise en gérant plus de 90 % du budget francophone. Mais elle concentrera aussi en ses mains les secteurs les plus explosifs de la législature, vu la rareté des moyens. Bref : les élans kamikazes, il n'y a pas qu'au MR...

P.BN

PS**Jean-Claude Marcourt****Vice-président du gouvernement, Enseignement supérieur, Recherche et Médias**

En voilà un qui aura déjà passé de meilleurs week-ends. Il rêvait de présider l'exécutif wallon. Il restera donc ministre - et, ici, en Communauté, sous la direction de son frère ennemi Demotte. Positif : dans le jeu de quilles ministériel du jour, le Liégeois incarne la continuité. Ses compétences ne changent pas par rapport à la législature passée ; c'est vrai en Wallonie, et c'est vrai

en Communauté.

PS**André Flahaut****Budget, Fonction publique et Simplification administrative**

On s'était habitué à le voir au perchoir de la Chambre mais André Flahaut a aussi une forte expérience ministérielle (Défense/Fonction publique fédérale). Sa promotion sent le repêchage mais le Brabançon hérite de deux portefeuilles ingrats - le budget est serré et les économies devront (notamment) provenir de la Fonction publique où, pendant deux ans, on ne remplacera plus qu'un fonctionnaire sur cinq. A ces deux postes, il fallait le costaud-qui-n'a-plus-rien-à-perdre.

P.BN

PS**Isabelle Simonis****Promotion sociale, Jeunesse, Droit des femmes et Egalité des chances**

La Liégeoise doit sa promotion au sacro-saint équilibre entre les fédérations PS. Pour elle, c'est un retour aux sources (... et un retour en grâce). Autrefois présidente du parlement de la Communauté française, elle avait valsé du perchoir pour utilisation de l'assemblée à des fins partisans. Ses charges ministérielles sont légères mais notons la création d'un

ministère des Droits des femmes, comme le réclament les associations féministes.

P.BN

P.BN

CDH**René Collin****Sports**

Seul ministre à double casquette avec le socialiste Jean-Claude Marcourt, René Collin gèrera les infrastructures sportives en Wallonie et les sports en Communauté française. Il pourra toujours demander conseil à son coreligionnaire André Antoine, qui a adoré cette compétence.

E.D.

PS**Rachid Madrane****Aide à la jeunesse, Maisons de justice, Promotion de Bruxelles**

A la surprise générale, Rachid Madrane a dû céder ses compétences à Fadila Laanani, au sein du gouvernement bruxellois. Très proche de Laurette Onkelinx, il hérite d'un portefeuille délicat. L'Aide à la jeunesse est une matière ingrate ; il lui faudra réussir le transfert des maisons de justice. Et donner corps à cette compétence inédite qu'est la « Promotion de Bruxelles », alors que le tourisme est régionalisé ! A charge pour lui de jouer les « Monsieur Bruxelles ».

V.LA.

PROGRAMME

La folle semaine des députés wallons

Amputée de son lundi pour cause de 21 juillet, la semaine des députés wallons s'annonce très chargée. A commencer par ce mardi. Rendez-vous est fixé à 9h30 aux 75 élus au parlement régional de Namur pour l'élection et la prestation de serment des ministres, puis l'installation des suppléants qui occuperont les sièges des membres de l'exécutif. On ne traînera pas en route

car la même opération est prévue pour 12 h, mais à Bruxelles cette fois, au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles où siègent également les députés wallons. Même procédure : élection des ministres et installation de leurs suppléants.

Dans la foulée, le ministre-président se rendra au Palais pour prêter le serment constitutionnel.

Retour à Namur des élus mercredi, mais à 10h cette fois, pour entendre la déclaration de politique régionale

prononcée par Paul Magnette. Tout le monde monte ensuite à nouveau sur la E411, direction le parlement de la Fédération, pour prendre connaissance de la déclaration de politique communautaire, à 15 h. Et ce n'est pas fini : jeudi dès 9h30, débat en plénière sur cette déclaration à Namur, puis vendredi même heure, débat en plénière sur la déclaration communautaire à Bruxelles. Les votes sont prévus vers 15h30-16h. Et puis ? Vacances !

E.D.

ps Continuité, mais aussi turbulences

Paul Magnette confirmé à l'Elysette, le « casting » socialiste a, sous cet angle (pour le reste, les choix ministériels opérés privilégient clairement la continuité), un petit air de révolution interne. La présidence du parti change de mains, en somme : alors que le Carolo (bourgmestre « empêché », désormais) officiait comme président du PS « faisant fonction » depuis le départ de Thierry Giet début 2013, c'est Elio Di Rupo, président « en titre », qui reprend les commandes pleinement. Certes, le Montois a toujours veillé à avoir la maîtrise de la situation et des choix stratégiques opérés au parti. Il restait le « patron » à bord. Il n'en demeure pas moins qu'il était tout occupé au « Seize », où il devait coacher une majorité Papillon compliquée (PS, MR, CDH, CD&V, VLD, SPA), mener à bien une législature exceptionnelle comme on sait (540 jours de crise, réforme de l'Etat, Premier ministre socialiste, etc.), et que Paul Magnette, lui, dans le même temps, s'est affirmé comme locataire à part entière au boulevard de l'Empereur, co-artisan – avec Elio Di Rupo – d'une campagne électorale où il s'est engagé en première ligne, annonçant les mesures-phares du programme socialiste, agissant sur tous les fronts, notamment le front Nord-Sud : les débats en direct avec Bart

De Wever ont donné le ton pour le 25 mai, au bénéfice du PS.

Reste que Paul Magnette se transfère à Namur, suivant en cela une double logique : d'une part, il est apparu rapidement comme celui qui peut impulser une dynamique nouvelle au sud du pays ; de l'autre, les négociations se prolongeant au fédéral, où le PS n'est pas à la manœuvre (c'est le moins que l'on puisse dire aujourd'hui), et le « Seize » échappant plus que probablement aux socialistes (après deux ans et demi, les Flamands veulent reprendre « leur » place !), Elio Di Rupo était appelé à réoccuper la présidence du PS. Du reste, omniprésent lors des négociations visant à rédiger les programmes et à former les gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie Bruxelles, c'est lui qui a réglé le « casting » ministériel. En président de parti.

Une fonction qu'il réinvestit dans une conjoncture extrêmement délicate et difficile à interpréter pour le PS, et pour lui en particulier : à côté de la réserve qui sied aux « affaires courantes » (Elio Di Rupo s'est engagé à assumer rue de la Loi jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement), il faut faire avec des négociations fédérales, autour de Charles Michel actuellement (lire ne page 7), où prime la volonté d'écarter la famille socialiste. Si le

scénario kamikaze (la majorité ancrée à droite : lire en page 7) devait advenir, quelle « ligne », tactique et stratégique, le PS devra-t-il adopter ? Pensez : comment « gérer », toujours dans le scénario kamikaze, la conflictualité extrême entre les pouvoirs fédéral et des entités fédérées : N-VA/MR versus PS/CDH/DFD ! Explosif. Laurette Onkelinx a canoné samedi : il faudra aussitôt entrer en « résistance »,

dans une situation de « guerre ». D'autres, au PS, estiment qu'il faudra y aller graduellement, laisser la kamikaze s'installer, présenter son vrai visage droitier et flamando-flamand avant d'ouvrir le feu. Le président du PS aura à donner le « la » dans cette période d'instabilité. Ajoutez que le mandat présidentiel d'Elio Di Rupo, au boulevard de l'Empereur, expire fin 2015, ce qui, sauf à le voir se relancer (ce n'est pas exclu, du tout), pourrait rouvrir la compétition en vue d'une future élection au suffrage universel des membres : dans ce cas, avec d'autres pourquoi pas, Laurette Onkelinx, qui a fait le choix du « combat » fédéral plutôt que la ministre-présidence bruxelloise, pourrait décider de se manifester.

Continuité ministérielle, mais aussi instabilité et turbulences politiques, donc. Elio Di Rupo connaît ça. ■

DAVID COPPI

cdh Benoît Lutgen crée de nouveau la surprise

Le président du CDH s'y entend à créer la surprise. Au début de l'année, il avait pris tout le monde de court (surtout ses rivaux) en lançant Joëlle Milquet sur l'orbite bruxelloise. Ce lundi, en présentant son casting, le Bastognard a de nouveau créé son petit effet. Des annonces spectaculaires qui ont, surtout, une importance stratégique. Décodage.

LE fait de ce 21 juillet, c'est l'arrivée de Joëlle Milquet à la Communauté française, avec un portefeuille survitaminé, qui pèse plus de 90 % du budget francophone. La vice-Première CDH a toujours manifesté un intérêt appuyé pour cette compétence : en 2009 déjà, elle suivait de très près le dossier. Et, lorsqu'il a fallu, l'an dernier, pour voir au remplacement de Marie-Dominique Simonet, la rue des Deux-Eglises avait déjà songé à Joëlle Milquet. Laquelle n'avait toutefois pas envie de reprendre le portefeuille pour un an. Cette fois, elle ne s'est pas fait prier

pour franchir le pas. Pour Benoît Lutgen, c'est aussi une manière de capitaliser sur la visibilité et la popularité de l'actuelle vice-Première. Avec l'hypothèse d'une Kamikaze qui se précise, pas question de « gâcher » le potentiel de Joëlle Milquet comme « simple » parlementaire à Bruxelles. Enfin, l'ampleur du portefeuille a sans doute été concédée d'autant plus facilement par le PS qu'il était destiné à Joëlle Milquet ; une forme de renvoi d'ascenseur.

En convaincant Maxime Prévot d'accepter d'être ministre – ce n'était pas gagné d'avance – Benoît Lutgen gagne son pari. En embarquant le bourgmestre de Namur, à ses côtés, dans les négociations, le président du CDH espérait le convaincre d'entrer au gouvernement. Bien vu. Et, au passage, le CDH se trouve une figure de proue potentiellement capable de rivaliser, tant sur le fond que la forme, avec Paul Magnette. En clair, il fallait

un poids lourd comme numéro deux. Benoît Lutgen mise sur le prometteur et très jeune Maxime Prévot.

Le président du CDH montre par ailleurs qu'il sait faire des choix. Dont celui de sacrifier Marie-Martine Schyns, qu'il avait lui-même lancée, voici un an. Et de sacrifier à moitié André Antoine, qui hérite, quand même, de la présidence du Parlement wallon. Un beau lot de consolation.

Le bourgmestre de Bastogne a en revanche reconduit Carlo Di Antonio, qui n'a pourtant pas été étincelant comme ministre. Mais le Dourois est un de ses proches. Tout comme l'est René Collin, le choix surprenant du Bastognard, qui récompense là un de ses plus proches hommes de confiance, par ailleurs Luxembourgeois. Un homme du président. Mais un choix cohérent eu égard aux compétences qui sont confiées à l'ancien député permanent. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

cumul La politique en trompe-l'œil

Faites les comptes. Le casting ministériel pour la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles a pour conséquence que quatre des six plus grandes villes du sud du pays seront gérées (ou pas gérées ou gérées à moitié, on ne sait plus bien en définitive) par des bourgmestres empêchés en raison de leur mandat ministériel.

On ne se trompe pas : Elio Di Rupo à Mons, c'est une vieille histoire, et Rudy Demotte à Tournai, c'était connu, auxquels il faut ajouter désormais Paul Magnette à Charleroi et Maxime Prévot à Namur, lesquels avaient

juré leurs grands dieux en 2012 que leur chère ville resterait leur priorité.

Notez qu'on ne se fait pas de souci là-dessus : elle le restera, soyez-en certains. Le socialiste et l'humaniste vont rivaliser d'arguments pour démontrer à leur opinion locale qu'ils veillent toujours, dorment en paix, braves gens... Maxime Prévot l'a déjà annoncé (lire en page 4) : « *Je serai toujours à l'impulsion et à la maîtrise du projet namurois !* »

Mieux : là où ils se trouvent désormais, ajouteront l'un et l'autre à l'intention des citoyens

qui s'offusqueraient malgré tout, ils sont idéalement placés pour aider Charleroi et Namur à grandir, à prospérer et à bénéficier des largesses de la Région, si celle-ci est en mesure d'en avoir encore. Gonflés, en plus !

La lutte contre le décumul des mandats est honorable. Mais elle sombre dans le ridicule quand elle autorise les parades et les entourloupes, toutes légales bien sûr, qui permettront aux mandataires d'être à la fois là et ici. D'ailleurs, ils ne s'en cachent même plus : cette politique en trompe-l'œil équivaut à se moquer du monde. ■

E.D.

VA-ET-VIENT**André Antoine
au perchoir wallon**

Exit André Antoine (CDH) du gouvernement wallon. Le vice-président du gouvernement sudiste depuis 2004 et ministre du Budget, occupera désormais le perchoir du parlement wallon. Il collaborera avec le président du CDH Benoît Lutgen « *pour coordonner la mise en œuvre des déclarations de politique régionale et communautaire* ». (b)

**Luperto au perchoir
francophone**

Jean-Charles Luperto (PS) ne deviendra donc pas mi-

nistre. Le bourgmestre de Sambreville est confirmé dans ses fonctions de président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ex-Communauté française)

**Melchior Wathelet
vice-Premier**

L'une part, l'autre arrive... Le départ de Joëlle Milquet (CDH) à la Communauté française permet au secrétaire d'Etat Melchior Wathelet de prendre sa place de vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur.

**Fonck succède
à Wathelet**

Le portefeuille de secrétaire d'Etat à l'Energie, à l'Environ-

nement, à la Mobilité et aux Réformes institutionnelles, laissé vacant par Wathelet, sera quant à lui repris par Catherine Fonck.

**Anne Poutrain
à Namur**

Le secrétariat du gouvernement wallon sera assuré par Anne Poutrain qui quitte la direction de l'Institut Emile Vandervelde, le centre d'études du parti socialiste. Elle sera chef de cabinet du ministre-président Paul Magonne. Le poste de directeur de l'IEV laissé vacant par Anne Poutrain sera repris par Hervé Parmentier, actuel chef de cabinet du Premier ministre Elio Di Rupo.